

# Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

## La réunion ministérielle du PTP aura lieu à la fin juillet

Le mandat pour la promotion des échanges commerciaux (TPA) ayant été entériné, toute l'attention se porte maintenant vers le Partenariat transpacifique (PTP) et les prochaines étapes des négociations. Une réunion des négociateurs en chef devrait avoir lieu au cours de la seconde moitié de juillet et être immédiatement suivie par une réunion ministérielle dès le 28 juillet, à Hawaï.

Selon certains observateurs, l'objectif sera de tenter de régler toutes les questions en suspens des principaux chapitres, préparant le terrain à un accord de principe appuyé par les 12 ministres du Commerce. D'autres, cependant, croient plutôt qu'il s'agit d'un scénario optimiste, étant donné le degré de complexité des questions qui demeurent en suspens. Ceux-ci ont affirmé que les pourparlers sont à des mois de se conclure et qu'énormément de travail reste à faire sur des questions autres que celles touchant les chapitres problématiques habituels, comme la propriété intellectuelle, les entreprises publiques ou l'accès au marché.

Comme les 12 pays du PTP font à peine leur entrée dans le processus horizontal où des discussions porteront sur plusieurs chapitres et soulèveront des questions controversées sur le plan politique, on se demande si la prochaine réunion ministérielle sera la dernière. De ce fait, il ne serait pas étonnant que les pourparlers se poursuivent tout l'été, croient-ils, voire jusqu'en septembre ou en octobre 2015.

Cela étant dit, l'objet de la négociation technique dans le domaine de l'accès au marché portera sur les discussions bilatérales canado-américaines.

Contrairement à la croyance générale voulant que les États-Unis mettent fin à leurs négociations bilatérales avec le Japon pour jeter les fondements d'une discussion avec le Canada, diverses sources soutiennent maintenant que les États-Unis s'engageront d'abord dans un échange bilatéral avec le Canada et la

Nouvelle-Zélande avant de conclure leurs négociations avec le Japon.

Cette volte-face est en partie attribuable au fait que les produits laitiers sont devenus un sujet problématique. Le ministre du Commerce de la Nouvelle-Zélande, Tim Groser, a récemment déclaré qu'aucun aspect de l'accord sur les produits laitiers ne semblait satisfaisant pour son pays, étant donné que les produits laitiers représentent l'un des principaux produits d'exportation de la Nouvelle-Zélande et que rien n'avait encore été accordé à son pays relativement à cette catégorie de produits.

Les pourparlers dans ce secteur sont légèrement compliqués puisqu'ils impliquent une négociation entre les États-Unis et le Japon, les États-Unis et le Canada, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande, le Canada et la Nouvelle-Zélande, le Canada et le Japon, et la Nouvelle-Zélande et le Japon. Le Japon a fait quelques concessions aux États-Unis sur le lactosérum ainsi que sur d'autres produits laitiers, mais le beurre a été un sujet de préoccupation en raison des exigences de la Nouvelle-Zélande, selon certaines sources bien informées.

Les États-Unis et le Japon reprendront leurs négociations bilatérales cette semaine alors que la représentante adjointe au Commerce des États-Unis par intérim, Wendy Cutler, se rendra à Tokyo pour rencontrer, le 7 juillet, l'ambassadeur Hiroshi Oe (questions liées à l'agriculture) et le directeur général adjoint des Affaires économiques du ministère des Affaires étrangères, Takeo Mori (automobile). Ces dernières réunions techniques auront lieu les 9 et 10 juillet et aborderont la complexité du secteur laitier, l'accès au marché du riz ainsi que les questions liées au commerce automobile.

Des sources bien informées affirment que le Japon veut clore toutes les questions en suspens dans le PTP dès que possible pour parvenir à un accord de principe d'ici à la fin du mois de juillet. Cet échéancier s'expliquerait par la volonté du gouvernement japonais de faire passer plusieurs projets de loi relatifs au PTP au cours de la prochaine

session de la Diète. Tokyo cherche également à adopter un régime de rémunération pour ses agriculteurs (sous la forme de programmes d'assurance destinés aux industries de l'agriculture et de l'élevage) après que le PTP a fait consensus sur ce point dans l'espoir que cette forme de dédommagement aidera à s'attirer les votes des agriculteurs afin de gagner la prochaine élection.

La réunion bilatérale très attendue entre le représentant au Commerce des États-Unis, Michael Froman, et le ministre du PTP japonais, Akira Amari, n'aura plus lieu une semaine ou deux avant la réunion ministérielle de la fin juillet, selon des sources japonaises. Ces sources affirment qu'Amari souhaite maintenant tenir une rencontre en tête-à-tête en marge de la réunion ministérielle officielle.

Cependant, le succès de la réunion ministérielle entre les États-Unis et le Japon dépendra de la capacité d'Oe et de Cutler à aplanir leurs divergences de sorte que celles-ci puissent ensuite être facilement gérées par les ministres. Aussi compliqué que cela puisse être, Oe et Cutler devront néanmoins agir rapidement en raison de l'échéancier serré et s'assurer de présenter des options viables, c'est-à-dire suffisamment près des positions respectives des parties concernées pour éventuellement les satisfaire, puisque l'absence d'accord sur les questions en suspens lors de la réunion ministérielle du 28 juillet n'est — apparemment — pas envisageable.

**Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.**

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : [www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.chep-poic.ca](http://www.chep-poic.ca)

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

